

Afghanistan

C'est avec beaucoup d'appréhension et d'inquiétude que nous suivons les actions de l'Union soviétique en Afghanistan, Monsieur le Président. Qu'est-ce que l'occupation de ce pays non aligné, sinon ces vieilles habitudes de grande puissance dont la disparition était l'une des raisons mêmes de la création des Nations Unies? Qu'est-ce que cette invasion a signifié pour nous tous? Le processus de la détente Est-Ouest, qui revêt une importance vitale pour la communauté internationale, est maintenant sapé à la base, la paix mondiale est maintenant plus fragile, le climat de confiance est ébranlé, le non-alignement est en péril, enfin, le mépris de l'Union soviétique face à la solution proposée en janvier dernier par la vaste majorité des États représentés au sein de la présente Assemblée, et plus particulièrement à l'appel lancé en vue du retrait rapide et inconditionnel de toutes les troupes soviétiques, conditionnent inévitablement notre réaction aux positions adoptées par l'Union soviétique sur d'autres questions dont l'Assemblée est saisie. A nouveau, nous demandons instamment à l'Union soviétique de restituer à l'Afghanistan les droits souverains auxquels son peuple est en droit de s'attendre et qu'il mérite.

Kampuchea

Et que dire du Kampuchea, Monsieur le Président? Là encore, une petite nation est envahie par un puissant voisin qui cherche à imposer sa solution, ses vues, son régime. Là encore, il s'ensuit un exode de réfugiés qui se tournent vers le reste du monde pour assurer leur survie. Est-ce là ce que certains dirigeants considèrent être la *realpolitik*? Frapper au moment opportun et s'appropriier tout ce qui nous tombe sous la main? Quel cynisme, Monsieur le Président. Le Kampuchea, pendant des décennies victime de guerres étrangères, puis déchiré par un régime semant la destruction, est un problème de dimension internationale. Bon nombre d'entre nous nous sommes joints aux voisins du Kampuchea pour garder en vie les survivants et pour aider à la réinstallation des réfugiés. Mais les véritables problèmes de la région exigent une solution politique, et nous nous opposons catégoriquement à l'occupation du Kampuchea, à cette tentative d'endiguer le changement par la force des armes que constitue, en fin de compte, l'invasion par le Vietnam.

Je me réjouis des efforts vigoureux déployés par les États de l'ANASE en vue de favoriser une solution équitable à ces problèmes. J'appuie cette initiative et je demande instamment à la communauté internationale de persévérer dans cette juste cause et de ne pas accepter le fait accompli que veut imposer le Vietnam.

Moyen-Orient

Qu'en est-il du Moyen-Orient, Monsieur le Président? Cette situation hantera-t-elle l'Assemblée pendant encore 30 ans? Le passé ne nous a-t-il pas appris combien dangereux peut être un état de perpétuelle tension pour les populations de la région et pour le monde en général? Le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque État de la région, ainsi que du droit de tous les États, y compris Israël, de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, doit demeurer la pierre d'angle des efforts en vue de parvenir à une solution globale du différend au Moyen-Orient. Les droits légitimes des Palestiniens doivent également être reconnus. Comme d'autres peuples, ils ont droit à l'expression de leurs aspirations politiques à l'intérieur d'un territoire défini ainsi qu'à la participation au processus de négociation en vue de parvenir à un règlement juste et global par des voies pacifiques.

Les négociations en cours ont mené à l'établissement d'un traité de paix entre Israël et